

analyses économiques et statistiques et des évaluations quantitatives. Les résultats de ces études sont groupés en vue d'en tirer des conclusions quant aux événements probables.

Je me demande si le fantôme d'un ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures a passé à travers les murs pendant qu'on tapait ces mots à la machine.

2. Lorsque le gouvernement et la Banque du Canada prennent des décisions sur les politiques fiscales et monétaires, ils prennent plusieurs objectifs en considération, notamment ceux qui se rattachent à la croissance économique, à la stabilité, aux disparités régionales aussi bien qu'à l'emploi et aux prix.

Je regrette, monsieur l'Orateur, d'être aussi bouché mais je ne comprends pas ce qu'on veut dire par là

3. Il n'est pas possible de donner une réponse définitive à cette question purement académique sans donner le détail du milieu économique sous-jacent, y compris notamment, le niveau et la répartition du chômage, par région et par occupation, les fluctuations des prix, la répartition du revenu canadien, la phase du cycle des affaires, l'évolution des marchés de capitaux et les tendances de l'épargne et du placement. Il y a à la portée du public un certain nombre d'études qui établissent rapport entre les variations du taux du chômage et les variations du produit national brut. Ces études se fondent en grande partie sur l'observation des événements antérieurs, surtout pendant les périodes de stabilité relative des prix. Ces études donnent des résultats qui varient selon la période choisie et d'autres postulats.

• (3.40 p.m.)

Dans ce dernier paragraphe, ils ont introduit un peu de latin ce qui impressionne beaucoup. Il est facile de voir pourquoi l'opposition est si bien informée quand le gouvernement lui fournit des réponses de ce genre. D'autres se sont penchés sur ce problème et ils ont tendance à être un peu moins obtus que les phénix du gouvernement. D'après les résultats des études que j'ai consultés, il semble que le chômage actuel nous fasse perdre plus de 8 p. 100 de notre produit national brut. C'est loin d'être un chiffre insignifiant, si l'on songe qu'il s'agit d'une perte de rendement potentiel d'environ 7 milliards de dollars par an. Cela compense-t-il quelque peu le léger coup d'arrêt dans la hausse du coût de la vie dont le cabinet se réjouit vaguement.

Quelles sont les répercussions sur le revenu? Une contraction de 15 p. 100 dans les recettes gouvernementales et il s'agit ici de près de 2 milliards de dollars. A une époque où les gens s'inquiètent de la hausse des impôts, où il faudrait améliorer le sort de nos vieillards pensionnés, de nos vétérans et stimuler la construction domiciliaire, c'est une honte et un crime pour le gouvernement d'agir de cette façon et de détruire virtuellement l'économie. Ce qui nous sauve, monsieur l'Orateur, c'est que notre pays est si riche et a

tant de ressort que même les pires initiatives du gouvernement ne sauraient détruire une nation et un peuple aussi vigoureux. Sans cette faculté de rebondissement, nous serions encore bien plus mal en point.

Le gouvernement a-t-il réalisé quelque chose? Nous avons déjà connu des crises nationales. On nous a demandé de nous serrer la ceinture et de nous priver de certaines choses. Quand ces mesures sont motivées et se révèlent nécessaires et efficaces, même les chiffres terribles que je vous ai cités trouveraient leur justification. Mais il ne saurait en être ainsi dans le cas actuel. Le gouvernement n'a même pas réussi à percer une brèche dans le problème de l'inflation. On lui a dit à maintes reprises qu'il n'aboutirait à rien; aussi son petit jeu a fait son temps, causé des difficultés sans nom à la population et ralenti l'économie. Il nous a empêché d'assurer le nombre de logements qui s'imposent et de rendre justice aux pensionnés, dont la situation empire avec les années. Alors que le gouvernement s'occupe de lutter contre l'inflation, le niveau de vie des allocataires de pensions continue de baisser.

Mais ce ne sont pas là des choses inévitables, monsieur l'Orateur. Avec le plein emploi, les recettes du gouvernement auraient suffi amplement à résoudre les problèmes de nos pauvres, de nos gens dans le besoin. Mais on a fait avorter la société juste par des politiques insensées, injustifiables.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. J'hésite à interrompre le député, mais on me dit que son temps de parole est expiré. Il peut cependant continuer du consentement de la Chambre. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. l'Orateur:** La Chambre y consent à l'unanimité, aussi le député peut poursuivre ses observations intéressantes.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Très bien dit, monsieur l'Orateur.

**M. Saltsman:** Merci, monsieur l'Orateur. Quelques instants me suffiront pour terminer. Le gouvernement commence à comprendre maintenant que la politique a été un échec—que la politique n'a pas réussi et qu'elle ne réussira probablement pas. Tout comme les héros du vieux film à épisodes *The Perils of Pauline*, ils n'ont échappé à un précipice que pour se retrouver au bord d'un autre. Ils ont décidé de suivre une politique de restriction des salaires qui ne doit s'appliquer qu'aux salariés du pays. Comme dans le cas de sa politique antérieure, tous ceux qui réfléchissent et s'inquiètent du problème leur dit qu'elle ne réussira pas et qu'elle est injuste. Si elle est injuste, elle ne réussira pas dans